

Une nouvelle loi qui concerne tous les Géomètres-Experts et les Topographes

Le Journal Officiel de la République Française, dans son numéro 303 daté des 30 et 31 décembre 1985, a publié le texte de la loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence.

Cette loi dans ses articles 7 à 12, modifie sur plusieurs points très importants la loi 46-942 du 7 mai 1946, instituant l'Ordre des Géomètres-Experts.

La motivation du législateur de 1985 dans le vote de l'article 9 de la nouvelle loi, a été, si l'on suit le rapporteur de la commission devant l'Assemblée Nationale, "de rectifier l'erreur matérielle qui s'est glissée dans la loi de 1946".

Ainsi l'article 9 de la nouvelle loi modifie le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 7 mai 1946 qui devient :

"Exerce illégalement la profession de géomètre-expert celui qui, sans être inscrit au tableau de l'Ordre, ni être admis au stage dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus, exécute habituellement des travaux prévus par le paragraphe 2 de l'article premier ci-dessus, ou en assure la direction suivie".

Pour bien comprendre les conséquences de la modification apportée il est nécessaire de relire l'article premier de la loi du 7 mai 1946 :

"Est géomètre-expert le technicien qui, en son propre nom et sous sa responsabilité personnelle, exerce la profession libérale comportant les activités suivantes :

1° A titre habituel et principal, lève et dresse à toutes échelles les documents topographiques ou les plans des biens fonciers, procède à toutes opéra-

tions techniques ou études s'y rapportant ou en découlant.

2° A titre spécial, fixe les limites des biens fonciers, procède à toutes opérations techniques ou études sur l'évaluation, le partage, la mutation ou la gestion de ces biens".

Il faut rappeler enfin que dans le paragraphe 1° de cet article premier l'expression : "lève et dresse à toutes échelles les documents topographiques ou les plans des biens fonciers" avait été jugée par les Tribunaux (arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence en 1967 confirmé par l'arrêt de la Cour de Cassation de 1968) comme signifiant : "lève et dresse à toutes échelles des documents topographiques de toute nature ainsi que des plans des biens fonciers".

La jurisprudence reconnaissait depuis, aux membres de l'Ordre des Géomètres-Experts, un monopole sur l'ensemble de la topographie et plusieurs topographes furent ainsi condamnés ces dernières années pour exercice illégal de la profession de géomètre-expert.

La loi nouvelle :

- rend caduque cette jurisprudence,
- définit le monopole de l'Ordre des Géomètres-Experts comme portant seulement sur la délimitation des biens fonciers et sur les opérations techniques ou études connexes,
- traduit la volonté gouvernementale d'affirmer le caractère commercial et concurrentiel de la profession de topographe,
- veut faciliter l'exercice de la profession de géomètre-expert.

XYZ

Répertoire des Annonceurs

AERIAI.....	33
AGA GEOTRONICS.....	68
BLANCHET-LOCATOP.....	II CV
LART.....	43
MESURES ET SYSTEMES.....	1
SLOM.....	75
THOMAS.....	52
TOPO CENTER.....	IV CV
ZEISS IENA-COMPAGNIE-GENERALE DE PHYSIQUE.....	76
CERN ACCELERATOR SCHOLL.....	2
WILD + LEITZ FRANCE.....	III CV
ZEISS.....	41,67

LOI n° 85-1408 du 30 décembre 1985
portant amélioration de la concurrence (1)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,
L'Assemblée nationale a adopté,
Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. -

Art. 2. -

Art. 3. -

Art. 4. -

Art. 5. -

Art. 6. -

Art. 7. - Il est inséré, après l'article 6 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, un article 6-1 ainsi rédigé :

« Art. 6-1. - En vue de l'exercice en commun de leur profession, les géomètres experts peuvent constituer entre eux ou avec d'autres personnes physiques des sociétés de géomètres experts. Ces sociétés peuvent grouper des géomètres experts inscrits aux tableaux des différentes circonscriptions régionales.

« Elles peuvent prendre les formes suivantes :

« - sociétés civiles professionnelles ou interprofessionnelles régies par la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966, à l'exclusion du deuxième alinéa de l'article 2 de ladite loi ;

« - sociétés anonymes ou sociétés à responsabilité limitée régies par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966.

« Ces sociétés peuvent se placer sous le régime de la coopération prévu par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ainsi que par les lois particulières régissant les différentes formes de coopératives et notamment la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978.

« Toute société de géomètres experts doit être inscrite à un tableau de circonscription régionale et communiquer au conseil régional de l'ordre ses statuts et la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à ces statuts et à cette liste.

« Aucun géomètre expert ne peut être associé majoritaire de plusieurs sociétés de géomètres experts. »

Art. 8. - Il est inséré, après l'article 6 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 précitée, un article 6-2 ainsi rédigé :

« Art. 6-2. - Lorsqu'une société de géomètres experts est constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée, elle doit se conformer aux règles ci-après :

« 1° Les actions de la société doivent revêtir la forme nominative ;

« 2° Plus de la moitié du capital social doit être détenue par des géomètres experts ;

« 3° L'adhésion d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément préalable de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers ;

« 4° Le président du conseil d'administration, le directeur général s'il est unique, la moitié au moins des directeurs généraux, des membres du directoire et des gérants, ainsi que la majorité au moins des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance doivent être géomètres experts.

« A titre transitoire, les sociétés existantes disposeront d'un délai de deux ans à compter de la publication de la loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 pour se mettre en conformité avec ces dispositions. »

Art. 9. - Dans le deuxième alinéa de l'article 7 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 précitée, à la référence : « paragraphe 1° », est substituée la référence : « paragraphe 2° ».

Art. 10. - Le premier alinéa de l'article 8 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« La qualité de membre de l'ordre est incompatible avec une charge d'officier public ou ministériel ou avec toute occupation ou tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance.

« La qualité de membre de l'ordre est notamment incompatible avec l'acceptation de tout mandat commercial ou de tout emploi rémunéré par traitement ou salaire, même chez un autre géomètre expert, sauf les cas de missions temporaires de l'Etat ou d'une collectivité publique, ou des géomètres experts associés dans une société commerciale de géomètres experts. »

Art. 11. - Le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 précitée est ainsi rédigé :

« Le montant des honoraires est convenu librement avec leurs clients dans les limites fixées, le cas échéant, par l'Etat en vertu de ses prérogatives générales en matière de prix. Toutefois les géomètres experts exerçant une activité au sein d'une société de géomètres experts dont ils sont par ailleurs associés peuvent percevoir une rémunération en contrepartie de leur activité même si la société a la forme anonyme et qu'ils en sont administrateurs ou membres du conseil de surveillance. »

Art. 12. - Il est inséré, après l'article 9 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 précitée, un article 9-1 ainsi rédigé :

« Art. 9-1. - Tout géomètre expert, personne physique ou morale, dont la responsabilité peut être engagée à raison des actes qu'il accomplit à titre professionnel ou des actes de ses préposés, doit être couvert par une assurance. Lorsque le géomètre expert intervient en qualité d'associé d'une société de géomètre expert constituée sous la forme d'une société anonyme conformément à l'article 6-1, la société dont il est l'associé est seule civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte et souscrit l'assurance garantissant les conséquences de ceux-ci. »

Art. 13. -

Art. 14. -

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 décembre 1985.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LAURENT FABUS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ROBERT BADINTER

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports,

JEAN AUROUX

Le ministre du commerce, de l'artisanat

et du tourisme,

MICHEL CRÉPEAU

(1) Travaux préparatoires : loi n° 1408.

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 2787 ;

Rapport de M. Malgras, au nom de la commission de la production, n° 2958 ;

Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 2 octobre 1985.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 14 (1985-1986) ;

Rapport de M. Colin, au nom de la commission des affaires économiques, n° 54 (1985-1986) ;

Discussion et adoption le 12 décembre 1985.

Assemblée nationale :

Rapport de M. Malgras, au nom de la commission mixte paritaire.

Sénat :

Rapport de M. Colin, au nom de la commission mixte paritaire, n° 91 (1985-1986).

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 3053 ;

Rapport de M. Malgras, au nom de la commission de la production, n° 3110 ;

Discussion et adoption le 6 décembre 1985.

Sénat :

Projet de loi, modifié avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième et nouvelle lecture, n° 167 (1985-1986) ;

Rapport de M. Colin, au nom de la commission des affaires économiques, n° 188 (1985-1986) ;

Discussion et adoption le 13 décembre 1985.

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, n° 3195 ;

Rapport de M. Malgras, au nom de la commission de la production, n° 3199 ;

Discussion et adoption le 16 décembre 1985.

Conseil constitutionnel :

Décision n° 85-199 DC du 28 décembre 1985, publiée au *Journal officiel* du 29 décembre 1985.